



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 06/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EURO DISNEY ASSOCIES SAS**

rue des Livrans  
77700 Chessy

Références : E/25- *1368*  
Code AIOT : 0006500510

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 mai 2025 dans l'établissement EURO DISNEY ASSOCIES SAS implanté rue des Livrans sur la commune de Chessy (77700). L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURO DISNEY ASSOCIES SAS
- rue des Livrans 77700 Chessy
- Code AIOT : 0006500510
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

EURO DISNEY ASSOCIES SAS est autorisé à exploiter ses installations par arrêtés préfectoraux n° 91 DAE 2IC 024 du 30 janvier 1991, n°05 DAI 2IC 035 du 21 février 2005 et n°07 DAIDD 1IC 019 du 23 janvier 2007. Compte-tenu de l'étendue géographique significative des implantations concernées, un découpage en plusieurs « sites » a historiquement été réalisé en 2020 pour le suivi des installations.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action Régionale ESP (équipements sous pression)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7, L. 171-8 et, L.557-53 à L.557-58 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Dégazage installations soumises à la rubrique 1185	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement, article R. 557-14-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit disposer d'un dossier d'exploitation pour les équipements sous pression (stations 1 et 2) présents au niveau de l'attraction "catastrophe canyon". A défaut de récupérer les documents de ces équipements sous pression auprès de son ancien prestataire ENGIE, il devra reconstituer les dossiers d'exploitation de ces installations.

Il doit fournir les justificatifs concernant les dégazages, les contrôles des équipements de sécurité, le respect des échéances des inspections et requalifications périodiques des équipements sous pression contrôlés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>

**Constats :**

Une liste des équipements sous pression a été présentée lors de l'inspection. Cette dernière ne fait pas apparaître :

- le régime de surveillance (2 types de régime = avec plan d'inspection / sans plan d'inspection);
- le type réglementaire des équipements de chaque installation (récipients fixes, générateurs de vapeur, tuyauteries,...);
- les appareils hors champs des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre à jour et transmettre la liste des équipements sous pression (récipients fixes, générateurs de vapeur, tuyauteries), y compris les équipements ou installations au chômage et les appareils hors champs des installations classées, en indiquant le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

**Constats :**

Lors de l'inspection, deux équipements sous pression ont été contrôlés :

- l'équipement GF2 présent dans le bâtiment HERCULE,
- la station 2 présente au niveau de l'attraction "Catastrophe Canyon".



<p>La dernière inspection périodique réalisée sur l'équipement GF2 a été réalisé le 26/04/2023. La périodicité maximale entre deux inspections périodiques étant de 4 ans, le prochain contrôle est prévu le 26/04/2027.</p> <p>Concernant la station 2 "catastrophe canyon", l'exploitant ne dispose pas du dossier d'exploitation, l'ancien prestataire ENGIE qui assurait le suivi de cet équipement ayant conservé les documents. De fait, la dernière inspection périodique réalisée sur les équipements sous pression de la station 2 "catastrophe canyon" n'a pas pu être présentée lors de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier qu'il dispose du dossier d'exploitation de la station 2 "catastrophe canyon". A défaut, le dossier d'exploitation devra être reconstitué en amont de la prochaine inspection périodique.</li> <li>- justifier que la dernière inspection périodique de la station 2 "catastrophe canyon" a été réalisée dans les délais requis par la réglementation.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</li> <li>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</li> </ul> <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant l'équipement GF2, le compte-rendu de la dernière inspection périodique, réalisée le 26/04/2023, ne comporte pas d'observation contredisant le maintien en service de l'équipement.</p> <p>Le compte-rendu de la dernière inspection périodique effectuée sur la station 2 "catastrophe canyon" n'a pas été présenté.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre le compte-rendu de la dernière inspection périodique réalisée sur la station 2 "catastrophe canyon".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'équipement GF2 présent dans le bâtiment HERCULE est soumis au suivi en service avec plan d'inspection, et soumis à requalification périodique tous les 12 ans.</p> <p>Sa mise en service datant de 2015, l'équipement n'a pas encore eu de requalification périodique.</p> <p>Aucun document concernant les équipements sous pression de la station 2 "catastrophe canyon" n'a été présenté.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre les documents justifiant la requalification des équipements sous pression de la station 2 "catastrophe canyon".</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Contrôle de l'état de l'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, deux équipements sous pression ont été contrôlés : - l'équipement GF2 présent dans le bâtiment HERCULE, - la station 2 présente à l'attraction "Catastrophe Canyon".  L'état général extérieur de ces deux équipements est correct (revêtement, supports, absence de fuites/d'échappement, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 6 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
<b>Constats :</b> Pour l'équipement GF2, la plaque d'identification est présente et lisible. Les informations inscrites (PS, volume, n° fabricant, année, fluide,...) sont cohérentes.  Cependant, la plaque signalétique de la station 2 "catastrophe canyon" n'était pas visible. La cohérence des informations n'a pu être contrôlée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre une photographie de la plaque signalétique des équipements sous pression de la station 2 "catastrophe canyon" permettant de justifier la cohérence des données (PS, V, n°fab, année de fabrication, fluide).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b> L'équipement GF2 présent dans le bâtiment HERCULE, contenant 60L de R449-A à 32 bar, présente 2 soupapes dont la pression de déclenchement est inférieure à la pression maximale de l'équipement.  Aucune précision concernant les accessoires de sécurité des équipements sous pression de la station 2 "catastrophe canyon" n'a pu être obtenue.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit fournir les documents précisant les éléments de sécurité des équipements sous pression de la station 2 "catastrophe canyon".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Dégazage installations soumises à la rubrique 1185**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.4.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Dégazage
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute opération de dégazage dans l'atmosphère est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Lorsqu'il procède à un dégazage, l'exploitant prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération. Toute opération de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes est consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  L'exploitant porte ces opérations de dégazage à la connaissance du représentant de l'Etat dans le département et, dans le cas d'un équipement situé dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2 du code de l'environnement, à l'Autorité de sûreté nucléaire.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'équipement sous pression GF2 présent dans le bâtiment HERCULE relevait également de la rubrique 1185 à déclaration.  L'exploitant n'a pas transmis le registre de dégazage de l'installation.



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre le registre de dégazage de l'installation GF2 présent dans le bâtiment Hercule.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

